



Communiqué de presse – jeudi 21 décembre 2023

L'uniforme à l'école : une vieille lubie réactionnaire et ridicule

La mairie de Nice et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes communiquent maintenant, depuis plusieurs mois, sur leur intention de participer à l'expérimentation du port de l'uniforme dans des écoles et des collèges. Ils ont annoncé, ces dernières semaines, la participation de 5 écoles et de 3 collèges « volontaires ». Un lycée est venu s'ajouter ces derniers jours.

Cette décision est présentée comme devant permettre de « *lutter contre les inégalités sociales* », de développer « *le sentiment d'appartenance à la communauté nationale* » ou encore de permettre « *un retour à l'ordre et à la discipline* ».

Au-delà des questions que pose le choix des écoles, des collèges et des lycées (information et consultation des personnels et des familles, prise de décision), les responsables politiques locaux recyclent une vieille lubie réactionnaire, qui ne nous étonne pas : elle est dans la continuité de leurs incessantes instrumentalisation politiques de l'école et de leurs obsessions autoritaristes.

Nous ne sommes pas dupes de leurs discours grandiloquents sur la « lutte contre les inégalités sociales ». Ce sont avant tout les quartiers populaires qui sont visés par ces « expérimentations » et par l'ensemble du débat politique actuel autour de l'uniforme : il s'agit de discipliner les élèves et les habitant·es de ces quartiers, constamment suspecté·es de ne pas avoir de « *sentiment d'appartenance à la communauté nationale* » et de ne pas « *respecter les valeurs de la République* ». C'est un pas de plus dans une politique de stigmatisation profondément réactionnaire qui traite tout un pan de notre jeunesse comme une classe dangereuse.

Croire que l'uniforme va « *lutter contre les inégalités sociales* » est tout simplement ridicule. Pour lutter vraiment contre les inégalités sociales, il faut en réalité mener une politique sociale ambitieuse de renforcement et d'accompagnement des populations défavorisées. Être obligé de rappeler cette évidence montre l'étendue de la vacuité du débat politique aujourd'hui.

L'argent gaspillé dans cette « *expérimentation* » devrait être utilisé de manière pertinente, par exemple en améliorant l'encadrement des élèves par des professionnel·les, en garantissant la gratuité de l'école ou en réglant les graves problèmes actuels du bâti scolaire, un enjeu majeur pour l'épanouissement des enfants et de la communauté éducative.

Rappelons pour finir qu'il existe des outils efficaces pour lutter contre les inégalités : le premier d'entre eux est le service public, garant de la cohésion sociale. L'urgence est donc d'investir massivement dans les services publics, à commencer par l'école, plutôt que de les détruire à coup d'austérité, de privatisation et de mise en concurrence.

La CGT Educ'Action 06, la CGT Nice Métropole Côte d'Azur et l'UD CGT 06